

AOÛT 2026

POUVOIR D'ACHAT

Des pistes pour mieux comprendre
le pessimisme des Québécois

Table des matières

À propos	<u>03</u>
Pourquoi ce rapport ?	<u>04</u>
En bref	<u>05</u>
Coût de la vie : une préoccupation partagée, des réalités différentes	<u>07</u>
Des pistes pour comprendre le pessimisme de la population	<u>14</u>
Bien comprendre les risques des interventions fiscales	<u>20</u>
Conclusion	<u>24</u>

À propos de l'Institut du Québec

L'Institut du Québec (IDQ) est un organisme à but non lucratif qui axe ses recherches et ses études sur les enjeux socioéconomiques auxquels le Québec fait face. Il vise à fournir aux autorités publiques et au secteur privé les outils nécessaires pour prendre des décisions éclairées, et ainsi contribuer à bâtir une société plus dynamique, compétitive et prospère.

Ce rapport a été réalisé par Anthony Migneault et Emna Braham, avec la collaboration de Souleima El Achkar, Gabriel Ferland et Simon Savard.

Pour citer ce rapport : IDQ, 2026, Pouvoir d'achat : Des pistes pour mieux comprendre le pessimisme des Québécois
Image de page couverture : Jakub Zerdzicki
Dépôt légal, troisième trimestre 2026
ISBN : 978-2-925426-27-1
Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2026
Bibliothèque et Archives Canada, 2026

Pourquoi ce rapport ?

Le coût de la vie figure parmi les principales préoccupations des Québécois et s'imposera inévitablement parmi les principaux thèmes de la prochaine campagne électorale. Pourtant, l'inflation a fortement diminué depuis son sommet de 2022, sans que les inquiétudes des ménages disparaissent. Alors que plusieurs partis proposeront des mesures budgétaires et fiscales pour y répondre, cette note invite à prendre un pas de recul.

En réunissant plusieurs constats récents, notre analyse cherche à distinguer ce qui relève d'une détérioration réelle de la situation financière des ménages de ce qui tient davantage à la façon dont ils perçoivent l'évolution des prix et de leurs revenus. Elle montre aussi que les moyennes masquent des situations très différentes d'un ménage à l'autre.

Elle propose ensuite une réflexion sur les arbitrages qu'implique le recours à des politiques publiques pour réduire le coût de la vie ou préserver le pouvoir d'achat.

Coût de la vie : une préoccupation partagée, des réalités différentes

- L'écart entre les familles qui anticipent une détérioration de leur situation financière et celles qui prévoient une amélioration **n'a jamais été aussi important en plus de vingt ans**. Ce pessimisme s'explique par un ralentissement de l'économie, mais aussi par le **sentiment persistant d'avoir perdu du pouvoir d'achat**.
- Même si l'inflation a fortement diminué depuis 2022, le sentiment peut s'expliquer en partie par le fait que les prix restent beaucoup plus élevés qu'avant la crise inflationniste. Entre janvier 2022 et juillet 2026, les prix en moyenne pour l'ensemble des biens et services ont augmenté de **18 %**, et davantage encore pour certaines dépenses difficiles à éviter : le logement (**+27 %**) et l'alimentation (**+24 %**).
- Contrairement à ce que l'on pourrait penser, la hausse des prix subie par les ménages les moins nantis (**19,3 %**) a été relativement semblable à celle des plus aisés (**18,5 %**), mais elle ne s'est pas manifestée dans les mêmes dépenses. Les premiers ont surtout subi l'augmentation des coûts du logement et de l'alimentation, qui absorbent une plus grande part de leur budget, tandis que les seconds ont davantage été touchés par les hausses liées au transport.
- Entre 2022 et 2025, **le revenu disponible réel a diminué pour les 40 % des ménages aux revenus les plus faibles**, est demeuré à peu près stable pour les 40 % suivants et a augmenté chez les 20 % aux revenus les plus élevés. Cette forte hausse au sommet de la distribution explique pourquoi le revenu disponible réel a tout de même **progressé de 3 % en moyenne** au Québec.
- Toutefois, l'année 2022 constitue un point de comparaison particulièrement élevé. Les revenus ont été fortement soutenus par la reprise économique et par plusieurs mesures gouvernementales temporaires prises cette année-là. En comparant 2025 avec 2019, nous constatons que le revenu disponible réel a augmenté pour toutes les tranches de revenu.

Des pistes pour comprendre le pessimisme de la population

- En 2022, les prix ont augmenté à un rythme que la plupart des Québécois n'avaient jamais connu dans leur vie adulte. Cette poussée a laissé des traces : **depuis 2023, l'inflation perçue par les consommateurs québécois demeure systématiquement supérieure à l'inflation mesurée**.
- Plusieurs biais alimentent ce décalage. Les ménages retiennent davantage les fortes hausses de prix et l'évolution des dépenses fréquentes, comme l'alimentation et l'essence, mais sous-estiment la progression de leurs revenus. Au deuxième trimestre de 2026, les salaires avaient augmenté de **5,1 %** sur un an, alors que les travailleurs estimaient cette hausse à seulement **2,6 %**.
- La perception du pouvoir d'achat dépend aussi du sentiment de sécurité économique. Au plus fort des pénuries de main-d'œuvre, on comptait moins d'un chômeur par poste vacant au Québec, contre **2,4** en mai 2026. Trouver un emploi ou en changer est donc devenu plus difficile, ce qui contribue au sentiment d'insécurité.

- Enfin, l'accès à la propriété, qui constitue un jalon financier important pour **81 %** des Québécois, s'est complexifié. Cette réalité n'est que partiellement reflétée dans l'inflation, qui exclut le remboursement du capital hypothécaire, mais aussi le resserrement de l'admissibilité à un prêt hypothécaire. À Montréal, l'achat d'une propriété médiane de **600 000 \$** exigeait un revenu annuel d'au moins **139 000 \$** au deuxième trimestre de 2026, alors que le revenu annuel médian des ménages y est de **86 000 \$**.
- Le moment où une propriété a été achetée peut aussi peser fortement sur le budget. Les ménages propriétaires avec une hypothèque au Québec ayant acheté entre 2021 et 2023 consacraient en moyenne **25 %** de leur revenu aux paiements hypothécaires en 2023, contre **19 %** chez ceux ayant acheté entre 2016 et 2020.

Bien comprendre les risques des interventions fiscales

- Les interventions gouvernementales visant à protéger le pouvoir d'achat se sont poursuivies bien après le sommet inflationniste de 2022, en diminuant progressivement, mais en ayant aussi un impact de plus en plus faible.
- Les principales aides versées en 2022 ont représenté **7,1 milliards de dollars au Québec** (sur 7,5 milliards de mesures temporaires prises en 2022) et accru le revenu disponible des ménages de **1,3 % à 5,6 %**, selon le type de ménage et le niveau de revenu considéré.
- En 2026, trois mesures totalisant **1,4 milliard de dollars au Québec** (sur 2,6 milliards de mesures temporaires prises en 2026) n'augmenteraient le revenu disponible que **d'un maximum de 1,8 %**. Produire un effet perceptible sur les finances des ménages exige donc des sommes considérables.
- Ces interventions sont aujourd'hui plus difficiles à financer. La croissance annuelle du PIB nominal devrait ralentir de **4,2 % à 3,2 %** au cours des deux prochaines décennies. Parallèlement, le Québec prévoit de limiter la croissance de ses dépenses à **1,5 %** pour respecter la Loi sur l'équilibre budgétaire, ce qui est bien en deçà de leur croissance naturelle estimée à **3,7 %**.
- Toute nouvelle mesure visant à protéger le pouvoir d'achat **devrait être ciblée vers les ménages les plus fragilisés**. Il faut toutefois rester lucide sur la portée de cette approche : sans y consacrer des sommes importantes, l'effet sur leur revenu disponible demeurera limité, et si ces mesures sont temporaires, leur retrait sera difficile puisqu'il entraînera une perte de revenu visible pour les ménages.
- Au-delà des mesures ponctuelles, les gouvernements peuvent agir sur les causes qui maintiennent certains biens et services essentiels chers et difficiles d'accès **en favorisant une offre plus abondante, et donc, plus abordable**.

COÛT DE LA VIE : UNE PRÉOCCUPATION PARTAGÉE, DES RÉALITÉS DIFFÉRENTES

Ce qu'il faut retenir

- L'écart entre les familles qui anticipent une détérioration de leur situation financière et celles qui prévoient une amélioration **n'a jamais été aussi important en plus de vingt ans**. Ce pessimisme s'explique par un ralentissement de l'économie, mais aussi par le **sentiment persistant d'avoir perdu du pouvoir d'achat**.
- Même si l'inflation a fortement diminué depuis 2022, le sentiment peut s'expliquer en partie par le fait que les prix restent beaucoup plus élevés qu'avant la crise inflationniste. Entre janvier 2022 et juillet 2026, les prix en moyenne pour l'ensemble des biens et services ont augmenté de **18 %**, et davantage encore pour certaines dépenses difficiles à éviter : le logement (**+27 %**) et l'alimentation (**+24 %**).
- Contrairement à ce que l'on pourrait penser, la hausse des prix subie par les ménages les moins nantis (**19,3 %**) a été relativement semblable à celle des plus aisés (**18,5 %**), mais elle ne s'est pas manifestée dans les mêmes dépenses. Les premiers ont surtout subi l'augmentation des coûts du logement et de l'alimentation, qui absorbent une plus grande part de leur budget, tandis que les seconds ont davantage été touchés par les hausses liées au transport.
- Entre 2022 et 2025, **le revenu disponible réel a diminué pour les 40 % des ménages aux revenus les plus faibles**, est demeuré à peu près stable pour les 40 % suivants et a augmenté chez les 20 % aux revenus les plus élevés. Cette forte hausse au sommet de la distribution explique pourquoi le revenu disponible réel a tout de même **progressé de 3 % en moyenne** au Québec.
- Toutefois, l'année 2022 constitue un point de comparaison particulièrement élevé. Les revenus ont été fortement soutenus par la reprise économique et par plusieurs mesures gouvernementales temporaires prises cette année-là. En comparant 2025 avec 2019, nous constatons que le revenu disponible réel a augmenté pour toutes les tranches de revenu.

De la *vibecession* au ralentissement économique

- En 2022, plusieurs indicateurs macroéconomiques, comme la consommation, l'emploi et la croissance, étaient relativement robustes, mais la perception de l'économie était beaucoup plus sombre. Ce décalage entre les indicateurs et le sentiment de la population a été qualifié de vibecession. En fait, les gens avaient l'impression de vivre une récession, même si, globalement, certaines données économiques n'indiquaient rien de tel.
- C'est que **les ménages ne vivent pas l'économie à travers ces indicateurs macroéconomiques**, mais plutôt à travers leur budget. Or, depuis 2022, celui-ci est frappé par une forte montée des prix pour l'épicerie, le logement, l'essence et les paiements d'intérêt, entre autres.
- Aujourd'hui, le contexte est différent et les indicateurs macroéconomiques montrent des signes de faiblesse évidents. Depuis le début de la guerre commerciale, en janvier 2025, il s'est ainsi perdu 28 600 emplois et le PIB réel stagne.
- La perception négative actuelle de l'économie découle donc de deux phénomènes : une détérioration mesurée du contexte économique et un **ressenti persistant de perte de pouvoir d'achat**.
- Ce pessimisme se manifeste par la faible confiance des consommateurs. Pour la mesurer, Signal49 demande aux répondants s'ils pensent que la situation financière de leur famille sera meilleure, semblable ou pire dans six mois. La différence entre la part des familles qui anticipent une amélioration et la part de celles qui anticipent une détérioration en est un indicateur.
- En août 2026, l'écart entre les familles qui anticipent une détérioration de leur situation financière et celles qui prévoient une amélioration **n'a jamais été aussi important en plus de vingt ans** (graphique 1).

Graphique 1

Anticipation de la situation financière des familles au Québec

Solde d'opinion, moyenne mobile sur 12 mois



Écart entre la proportion de familles anticipant une amélioration de leur situation financière dans les six prochains mois et celle des familles anticipant une détérioration.

Source : Signal49

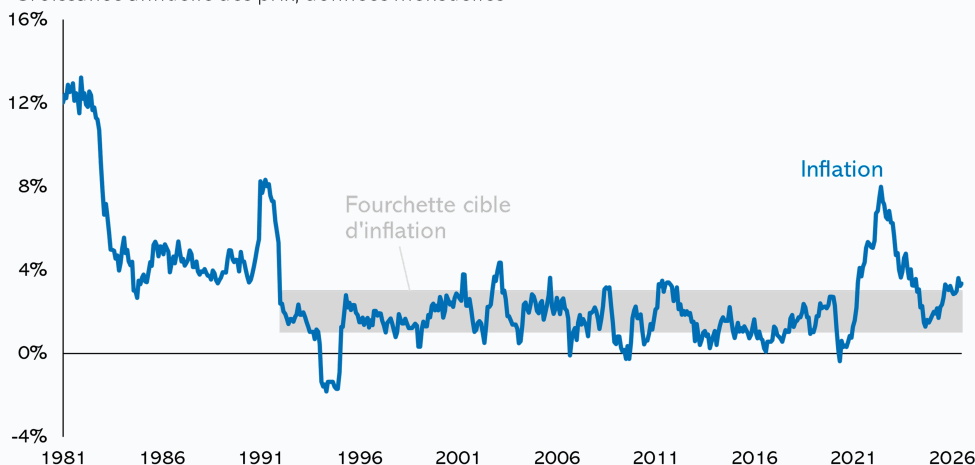
Le pic de l'inflation est passé, les préoccupations sont restées

- Après plusieurs décennies d'inflation basse et stable, la pandémie et la reprise économique qui s'est ensuivie ont accéléré de manière importante la croissance des prix (graphique 2). En juin 2022, l'inflation, soit le rythme de croissance de l'indice des prix à la consommation sur un an, a atteint un sommet de 8,0 %. L'épargne accumulée, les faibles taux d'intérêt et la demande refoulée ont stimulé la consommation, tandis que les perturbations des chaînes d'approvisionnement et la hausse des prix sur les marchés internationaux ont limité l'offre et accru les coûts. **Pour la majorité des Québécois, l'inflation de 2022 a été la plus élevée qu'ils aient connue dans leur vie adulte.**

Graphique 2

Inflation au Québec et fourchette cible d'inflation de la Banque du Canada

Croissance annuelle des prix, données mensuelles



Source : Statistique Canada, tableau 18-10-0004-01

78 %

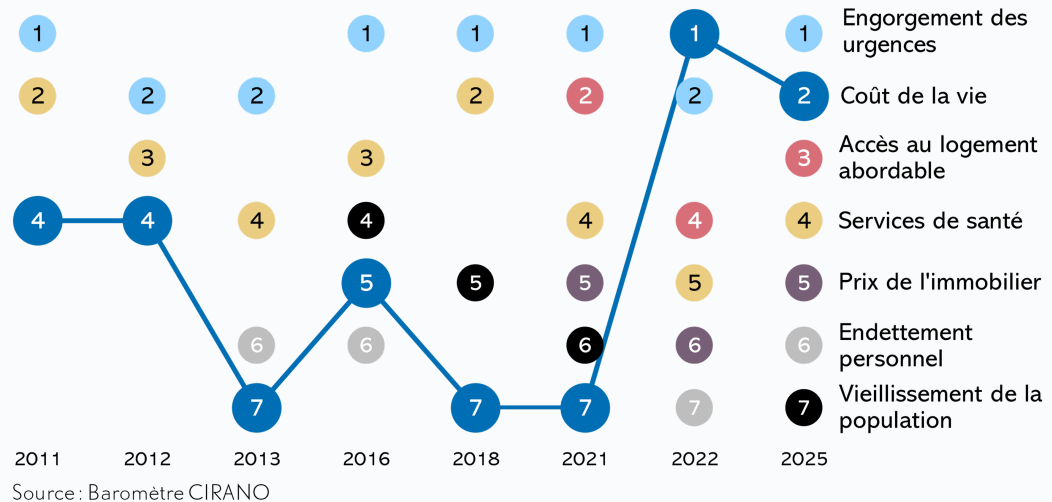
DES QUÉBÉCOIS ESTIMENT QUE LE COÛT DE LA VIE REPRÉSENTE UN GRAND OU UN TRÈS GRAND RISQUE POUR EUX

- Cette expérience économique exceptionnelle a laissé une trace durable. Durant la première moitié de 2026, l'inflation a été de 3,1 % en moyenne, bien loin des sommets de 2022. Malgré cela, le coût de la vie fait encore partie des enjeux prioritaires des Québécois (graphique 3). Au total, 78 % des Québécois estiment que le coût de la vie représente un grand ou un très grand risque pour eux.
- En raison des fortes hausses enregistrées au cours des dernières années, les prix sont demeurés à un niveau nettement plus élevé qu'en 2022, bien que l'inflation ait diminué depuis. **Donc, même si le rythme de croissance des prix a ralenti, les ménages québécois font toujours face à un coût de la vie beaucoup plus élevé qu'il y a quelques années.**

Graphique 3

Classement des plus grandes préoccupations des Québécois

Rang des préoccupations représentant un grand ou un très grand risque pour la population

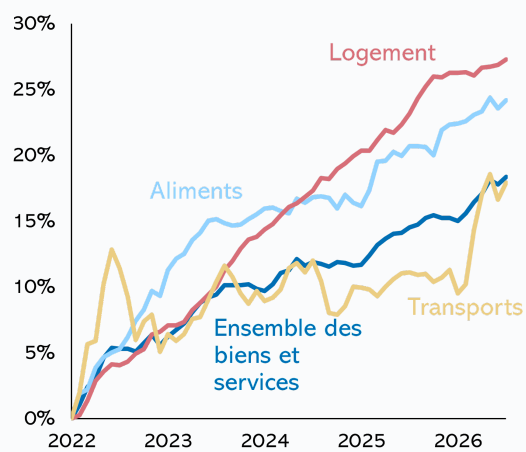


Les prix du logement, de l'alimentation et du transport ont rapidement augmenté

Graphique 4

Croissance cumulative du prix pour certains biens et services au Québec

Données mensuelles non désaisonnalisées



- En juillet 2026, en moyenne, les prix pour l'ensemble des biens et services avaient augmenté de **18 %** par rapport à janvier 2022 (graphique 4). Cependant, pour certains items, la hausse des prix a été beaucoup plus marquée. C'est le cas du **logement** (loyers, coût de l'intérêt hypothécaire et impôt foncier), qui a crû de **27 %** pendant cette période. Le prix des **aliments** (aliments achetés en épicerie et dépenses en restauration) a quant à lui progressé de **24 %**.
- Si la hausse des prix est moins prononcée pour l'ensemble des produits, c'est parce que les prix des dépenses courantes (services de communication, ameublement et articles ménagers, par exemple) ou encore des vêtements sont **restés stables depuis 2022**.

Une hausse des prix presque uniforme, mais vécue bien différemment

- Tous les ménages ne subissent pas la hausse des prix de la même manière, simplement parce **qu'ils ne consomment pas de la même façon**. Afin de mesurer l'impact différencié qu'ont eu les hausses de prix, dans leur ensemble, sur des ménages de différents niveaux de revenu, nous regardons d'abord ce que chaque quintile de revenu consommait en 2021 selon l'Enquête sur les dépenses des ménages de Statistique Canada. Ces quintiles correspondent à cinq groupes représentant chacun un cinquième des ménages québécois, des tranches de revenus les plus faibles aux plus élevées.
- Nous constatons que les 20 % des ménages les plus pauvres consacraient **31 %** de leurs dépenses au logement, **18 %** aux aliments et **13 %** au transport.
- Les 20 % des ménages les plus riches dépensaient une part relativement plus petite de leur budget pour le logement (**26 %**) et l'alimentation (**17 %**), mais en allouaient une plus grande part au transport (**17 %**), un poste dont les prix ont également augmenté rapidement (**+18 %**) et qui comprend notamment l'achat d'une voiture et l'essence.
- En multipliant ces parts de consommation par les hausses de prix pour chaque composante, nous arrivons à estimer la hausse des prix entre janvier 2022 et juillet 2026 pour chaque quintile de revenu.
- Ainsi, nous observons que **la hausse des prix subie par les 20 % des ménages les plus pauvres n'a été que légèrement plus élevée (19,3 %) que celle vécue par les 20 % des ménages les plus riches (18,5 %)**.
- Ce faisant, la hausse cumulée des prix subie par les différentes catégories de revenu est similaire, mais la pression n'est pas exercée sur les mêmes items (logement et alimentation pour les plus pauvres ; transport pour les plus riches).
- Surtout, les ménages les moins nantis ont, toutes proportions gardées, moins d'épargne accumulée pour faire face à ce choc financier. La part des ménages québécois qui ont été contraints de réduire la qualité ou la quantité de leur nourriture est d'ailleurs passée de 7,6 % à 13,3 % entre 2019 et 2023. Au cours de la même période, les demandes d'aide alimentaire ont augmenté de 33 %.

Le pouvoir d'achat affaibli par la fin des mesures d'aide et la hausse des prix

- Jusqu'ici, nous avons surtout analysé l'évolution des prix, mais pour déterminer si les ménages ont perdu du pouvoir d'achat, il faut aussi tenir compte de l'évolution de leurs revenus. C'est ce que permet le revenu disponible réel des ménages. Il correspond aux revenus de travail et de placement, auxquels s'ajoutent les transferts gouvernementaux et dont sont soustraits les impôts, les cotisations sociales et les intérêts payés sur les cartes de crédit et les prêts hypothécaires, automobiles et autres, le tout ajusté pour la hausse des prix.
- Entre 2022 et 2025, le **revenu disponible réel a augmenté en moyenne de 3 % au Québec** (graphique 5). Pour voir qui en a profité, nous analysons la croissance du **revenu disponible réel par quintile**. Nous constatons que le **revenu disponible réel a diminué chez les 40 % des ménages les plus pauvres (1^{er} et 2^e quintiles), est demeuré à peu près stable chez les 40 % suivants et a augmenté chez les 20 % les plus riches**.
- Cette forte progression au sommet de la distribution explique pourquoi le revenu disponible réel a tout de même augmenté de 3 % en moyenne au Québec : les ménages du quintile supérieur disposent de revenus beaucoup plus élevés et pèsent donc davantage dans la moyenne québécoise.

ENTRE 2022 ET 2025

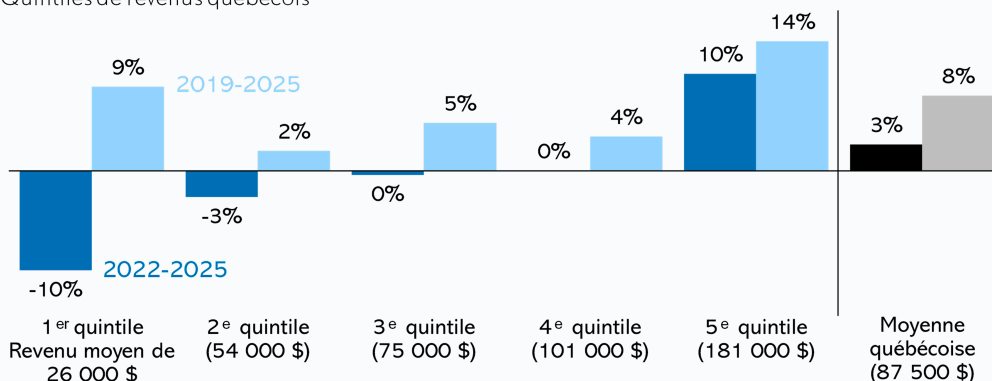
LE REVENU DISPONIBLE RÉEL A BAISSÉ POUR LES DEUX QUINTILES DE REVENU LES PLUS FAIBLES AU QUÉBEC

- Le revenu disponible réel a reculé de 10 % pour le premier quintile de revenu, soit les ménages dont le revenu annuel disponible moyen était de 26 000 \$. Cela s'explique notamment par la baisse des heures hebdomadaires travaillées attribuable au ralentissement économique, mais cette tranche de revenu a aussi été particulièrement touchée par **la fin des aides gouvernementales temporaires de la pandémie**.

Graphique 5

Croissance du revenu disponible réel des ménages au Québec

Quintiles de revenus québécois



Note : L'IPC est utilisé pour déflater le revenu disponible. Comme ce dernier tient déjà compte des intérêts payés, l'IPC pourrait accentuer l'effet de la hausse des taux puisqu'il reflète aussi la hausse des taux hypothécaires. Le déflateur implicite des dépenses de consommation montre toutefois une évolution similaire.

Source : Statistique Canada, tableau 18-10-0005-01 et Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques de l'Université de Sherbrooke

- Le revenu disponible réel n'a pas changé pour les ménages du troisième quintile et du quatrième quintile, dont le revenu moyen est de 75 000 \$ et 101 000 \$ respectivement.
- Pour le groupe le plus aisé, dont le revenu moyen est de 181 000 \$, la hausse a été particulièrement marquée (+10 %). Ces ménages ont davantage profité de revenus de placement importants entre 2022 et 2025.
- Nous utilisons d'abord 2022 comme première année de référence post-pandémique parce qu'en raison des restrictions sanitaires de 2021, beaucoup de Québécois se sont artificiellement retrouvés sans emploi, ce qui fausse la lecture du revenu disponible pour cette année.
- Toutefois, il faut souligner que l'année 2022 constitue un point de comparaison particulièrement élevé. Les revenus ont été fortement soutenus par la reprise économique et par plusieurs mesures gouvernementales temporaires prises cette année-là (page 21).
- En effet, **en comparant plutôt 2025 avec 2019, nous constatons que le revenu disponible réel a augmenté pour toutes les tranches de revenu.**

DES PISTES POUR COMPRENDRE LE PESSIMISME DE LA POPULATION

Ce qu'il faut retenir

- En 2022, les prix ont augmenté à un rythme que la plupart des Québécois n'avaient jamais connu dans leur vie adulte. Cette poussée a laissé des traces : **depuis 2023, l'inflation perçue par les consommateurs québécois demeure systématiquement supérieure à l'inflation mesurée.**
- Plusieurs biais alimentent ce décalage. Les ménages retiennent davantage les fortes hausses de prix et l'évolution des dépenses fréquentes, comme l'alimentation et l'essence, mais sous-estiment la progression de leurs revenus. Au deuxième trimestre de 2026, les salaires avaient augmenté de **5,1 %** sur un an, alors que les travailleurs estimaient cette hausse à seulement **2,6 %**.
- La perception du pouvoir d'achat dépend aussi du sentiment de sécurité économique. Au plus fort des pénuries de main-d'œuvre, on comptait moins d'un chômeur par poste vacant au Québec, contre **2,4** en mai 2026. Trouver un emploi ou en changer est donc devenu plus difficile, ce qui contribue au sentiment d'insécurité.
- Enfin, l'accès à la propriété, qui constitue un jalon financier important pour **81 %** des Québécois, s'est complexifié. Cette réalité n'est que partiellement reflétée dans l'inflation, qui exclut le remboursement du capital hypothécaire, mais aussi le resserrement de l'admissibilité à un prêt hypothécaire. À Montréal, l'achat d'une propriété médiane de **600 000 \$** exigeait un revenu annuel d'au moins **139 000 \$** au deuxième trimestre de 2026, alors que le revenu annuel médian des ménages y est de **86 000 \$**.
- Le moment où une propriété a été achetée peut aussi peser fortement sur le budget. Les ménages propriétaires avec une hypothèque au Québec ayant acheté entre 2021 et 2023 consacraient en moyenne **25 %** de leur revenu aux paiements hypothécaires en 2023, contre **19 %** chez ceux ayant acheté entre 2016 et 2020.

L'inflation perçue est systématiquement surestimée depuis la sortie de la pandémie

- La perception du pouvoir d'achat dépend à la fois de l'évolution réelle du coût de la vie et du revenu disponible, mais aussi de la manière dont les ménages ressentent ces changements. Au-delà des situations très différentes que masque la moyenne, **plusieurs biais psychologiques peuvent expliquer pourquoi la perception du coût de la vie est généralement plus négative** que ce que suggèrent les données.
- Le premier de ces biais est celui de l'extrapolation des tendances : après une période de forte inflation, les consommateurs peuvent s'attendre à ce que les prix continuent d'augmenter au même rythme, même si, en réalité, leur croissance a nettement ralenti.
- De plus, l'inflation mesure la variation des prix sur 12 mois, alors que les consommateurs comparent parfois les prix actuels à ceux d'avant la poussée inflationniste. Par exemple, une livre de beurre coûtait en moyenne 5,58 \$ en juin 2026, contre 4,05 \$ en 2019. C'est de cette hausse de prix que se souviennent davantage les consommateurs (et non pas la variation du prix entre juin 2025 et juin 2026).
- Le deuxième biais est celui de la saillance, soit l'idée que les consommateurs sont plus sensibles et marqués par les fortes hausses de prix que par des prix qui stagnent ou qui baissent.
- Enfin, un biais de fréquence s'introduit dans les perceptions, parce que les consommateurs ont tendance à accorder plus de poids au prix des biens qu'ils achètent souvent, comme les aliments ou l'essence, lorsqu'ils estiment l'inflation.

Graphique 6

Perception de l'inflation et inflation observée au Québec

Données mensuelles et trimestrielles



Note : L'inflation perçue est la moyenne des réponses à la question : *selon vous, quel a été le taux d'inflation au cours des 12 derniers mois?*

Sources : Banque du Canada et Statistique Canada, tableau 18-10-0004-01

- Ces biais se renforcent mutuellement depuis 2022, parce que certains des biens qui ont vu les hausses de prix les plus fortes et les plus durables sont aussi ceux que les ménages achètent très souvent, à savoir les aliments et l'essence.
- Ensemble, ces biais psychologiques tirent l'inflation perçue au-delà de l'inflation mesurée. Ce faisant, alors que l'inflation perçue suivait assez étroitement l'inflation mesurée pendant la poussée inflationniste de 2022, elle lui est demeurée systématiquement supérieure depuis 2023 (graphique 6).

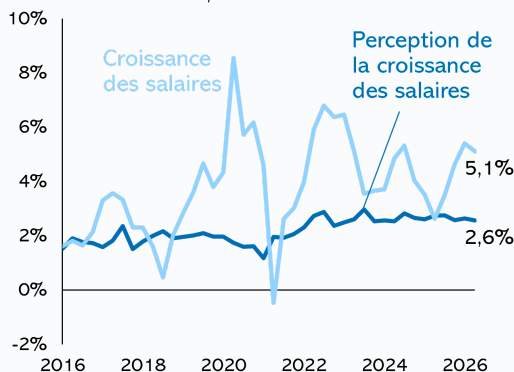
Les travailleurs sous-estiment la croissance de leur salaire

- Le pouvoir d'achat ne dépend pas seulement de l'évolution des prix, mais aussi de celle des revenus. Or, les travailleurs ont tendance à sous-estimer la croissance de leur salaire.
- Avant la pandémie, les travailleurs estimaient généralement que leur salaire avait progressé d'un peu plus de 2 % au cours de la dernière année, une perception relativement proche de la réalité. Depuis, l'écart s'est creusé : les salaires ont augmenté beaucoup plus rapidement, sans que cette accélération soit pleinement perçue (graphique 7). À titre d'exemple, au deuxième trimestre de 2026, la croissance salariale observée atteignait **5,1 %**, alors que les travailleurs estimaient en moyenne que leur salaire n'avait augmenté que de **2,6 %**.
- Les salaires des 20 % les mieux payés ont augmenté de **6,9 %**, contre **2,5 %** en moyenne pour les 20 % les moins bien payés (graphique 8). Cela suggère que beaucoup de travailleurs sous-estiment la croissance de leur salaire.
- Lorsque les ménages surestiment l'inflation et sous-estiment la croissance des salaires, ils peuvent avoir l'impression que leur pouvoir d'achat se détériore davantage qu'il ne le fait réellement, ce qui alimente leur pessimisme.
- Lorsque l'inflation augmente, les ménages le perçoivent très bien et ils croient parfois qu'elle continuera un certain temps. Ils n'ont toutefois pas la même attitude face à leurs salaires : ils en perçoivent beaucoup moins la hausse, ou alors ne croient pas qu'elle puisse se poursuivre (graphique 7).
- Cela a introduit un décalage entre les attentes d'inflation et les attentes salariales des ménages qui se remarque encore aujourd'hui. En effet, les ménages ne s'attendent toujours pas à ce que les salaires suivent l'inflation : au deuxième trimestre de 2026, les Québécois anticipent une inflation de **4,2 %** pour les douze prochains mois, mais ils croient que leur salaire augmentera de **2,6 %** sur la même période.

Graphique 7

Croissance des salaires et perception de la croissance des salaires au Québec

Croissance annuelle, données trimestrielles



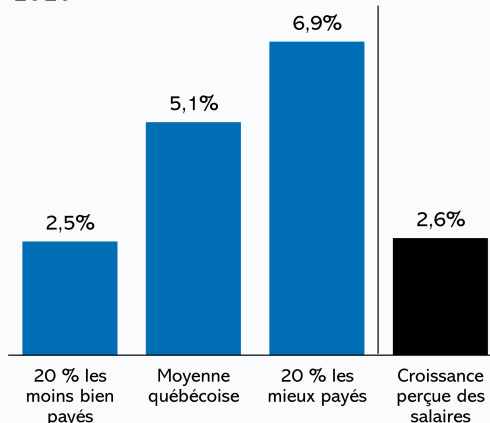
Note : La perception est la moyenne des réponses à la question *De quel pourcentage croyez-vous que votre salaire a augmenté au cours des 12 derniers mois?*

Source : Enquête sur les attentes des consommateurs de la Banque du Canada et Statistique Canada

Graphique 8

Croissance des salaires observée et perçue selon le niveau de salaire au Québec

Croissance annuelle au deuxième trimestre de 2026



Source : Banque du Canada et compilation spéciale de Statistique Canada

- Cet écart entre attentes salariales et anticipation d'inflation, également documenté aux États-Unis, contribue à expliquer pourquoi une hausse des salaires peut ne pas suffire à atténuer le sentiment de perte de pouvoir d'achat, même si les données suggèrent qu'elle a plus que compensé la hausse des prix.
- Cela doit être pris en compte dans la conception des politiques publiques. Même lorsque la progression des salaires compense la hausse des prix, les travailleurs peuvent continuer de percevoir une perte de pouvoir d'achat. Il devient donc très difficile d'effacer rapidement le sentiment de perte de pouvoir d'achat.
- Évidemment, l'augmentation des salaires profite uniquement aux travailleurs. Plusieurs prestations destinées aux ménages à faible revenu ou aux personnes âgées (aide sociale, sécurité de la vieillesse, supplément de revenu garanti, etc.) sont indexées en fonction de l'inflation, mais cela n'a pas suffi à compenser la hausse du coût de la vie pour les personnes moins nanties (graphique 5).

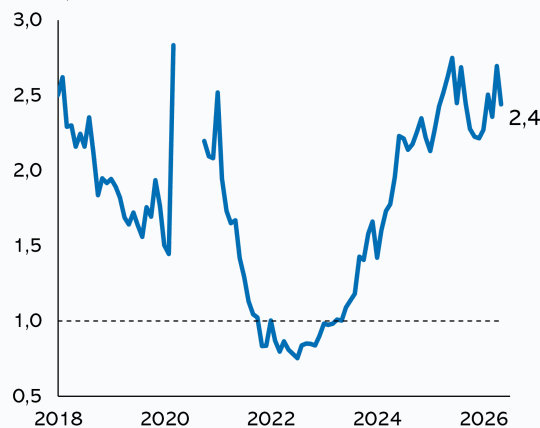
Moins de confiance face au marché du travail

- La reprise du marché de l'emploi qui a suivi la pandémie a été particulièrement vigoureuse : le taux de chômage est tombé à des niveaux historiquement bas, la rareté de main-d'œuvre a soutenu la croissance des salaires, et plusieurs travailleurs ont pu changer d'emploi pour obtenir de meilleures conditions.
- L'année 2022 a été le point culminant de cette dynamique favorable aux travailleurs. La pénurie de main-d'œuvre était telle que tous les chômeurs du Québec n'auraient pas pu pourvoir tous les postes vacants. Le ratio est donc passé sous la barre symbolique d'un chômeur par poste vacant à l'époque (graphique 9).

Graphique 9

Chômeurs par poste vacant au Québec

Ratio, données mensuelles désaisonnalisées



Note : Statistique Canada n'a pas récolté de données sur les postes vacants entre avril et septembre 2020.

Sources : Statistique Canada, tableaux 14-10-0287-01 et 14-10-0432-01

- La situation a changé depuis 2023, notamment en raison du ralentissement économique et des tensions commerciales avec les États-Unis qui ont freiné le marché de l'emploi.
- Ainsi, le rapport de force entre les employeurs et les employés, qui, à la sortie de la pandémie, était favorable à ces derniers en raison des pénuries de main-d'œuvre, s'est inversé, contribuant au pessimisme quant au contexte économique. En mai 2026, on comptait 2,4 chômeurs par poste vacant.

Un symbole mis à mal : l'accès à la propriété

- Une grande majorité de ménages associent leur santé financière à leur capacité de devenir propriétaires : 81 % des Québécois considèrent l'achat d'une maison comme un jalon financier déterminant. L'accès à la propriété joue également un rôle important dans la manière dont les ménages évaluent leur statut socioéconomique et leur appartenance à la classe moyenne.
- Or, le coût de l'accès à la propriété n'est que partiellement reflété dans les données d'inflation. L'indice des prix à la consommation tient compte de certaines coûts associés à la propriété, comme les intérêts hypothécaires, les impôts fonciers, les assurances, mais pas du remboursement du capital hypothécaire. Par conséquent, la hausse importante du prix d'achat des propriétés depuis la pandémie et son impact sur le remboursement du capital, ainsi que le resserrement de l'admissibilité à un prêt hypothécaire ne sont pas pleinement pris en compte dans les données d'inflation dont il est question plus haut.
- Le revenu nécessaire pour être admissible à un prêt hypothécaire a ainsi fortement augmenté. Au deuxième trimestre de 2026, l'achat d'une propriété au prix médian à Montréal, soit 600 000 \$, exigeait un revenu annuel d'au moins 139 000 \$, alors que le revenu médian des ménages n'était que de 86 000 \$. Le constat est semblable à Québec : le coût médian d'une propriété, soit 501 000 \$, nécessitait un revenu de 117 000 \$, alors que le revenu médian des ménages s'élevait à 84 000 \$.
- Par ailleurs, la hausse du prix d'achat des propriétés signifie que **la mise de fonds est plus importante**. Ainsi, un ménage doit désormais épargner en moyenne **49 mois** avant d'avoir une mise de fonds permettant d'acheter un logement représentatif à Montréal. Depuis 2000, le temps d'épargne moyen se situe plutôt à **29 mois**.
- La forte hausse des loyers a également rendu l'accès à la propriété plus difficile. Puisque la grande majorité des premiers acheteurs sont d'abord locataires, la part croissante de leur revenu consacrée au logement réduit leur capacité d'épargner pour une mise de fonds et repousse le moment où ils peuvent devenir propriétaires.
- En conséquence, les premiers acheteurs ont de plus en plus recours à l'aide des parents pour devenir propriétaires. À Montréal, 12 % des premiers acheteurs ont cosigné leur prêt hypothécaire avec leurs parents en 2025, contre 3 % en 2004.
- La **détérioration de l'accès à la propriété n'est donc que partiellement reflétée dans les mesures du coût de la vie**, alors qu'elle occupe une place importante dans la manière dont les ménages évaluent leur situation financière et, plus encore, leur sécurité financière future.

Ménages semblables, coût de la vie inégal : le cas des nouveaux propriétaires

- La volatilité des prix de vente et des taux d'intérêt depuis la pandémie fait en sorte que le revenu disponible après le paiement de l'hypothèque peut être très différent d'un ménage à l'autre, **selon le moment où la propriété a été achetée et la date de renouvellement du prêt hypothécaire.**
- Cette différence se reflète directement dans le budget des ménages. Nous avons calculé, à partir de l'Enquête sur la sécurité financière de Statistique Canada, la part du revenu familial après impôt que consacrent les ménages québécois propriétaires ayant une hypothèque à leurs paiements hypothécaires en 2023 (dernière année disponible). Les propriétaires ayant acheté entre 2021 et 2023 consacraient en moyenne **25 %** de leur revenu à leurs paiements hypothécaires, contre **19 %** chez ceux ayant acheté entre 2016 et 2020.
- Les locataires vivent aussi des réalités bien différentes entre eux. Comme les loyers des logements disponibles sont plus élevés que ceux des logements déjà occupés, les locataires qui ont déménagé paient beaucoup plus cher pour se loger que ceux qui résident dans le même appartement depuis plusieurs années.

BIEN COMPRENDRE LES RISQUES DES INTERVENTIONS FISCALES

Ce qu'il faut retenir

- Les interventions gouvernementales visant à protéger le pouvoir d'achat se sont poursuivies bien après le sommet inflationniste de 2022, en diminuant progressivement, mais en ayant aussi un impact de plus en plus faible.
- Les principales aides versées en 2022 ont représenté **7,1 milliards de dollars au Québec** (sur 7,5 milliards de mesures temporaires prises en 2022) et accru le revenu disponible des ménages de **1,3 % à 5,6 %**, selon le type de ménage et le niveau de revenu considéré.
- En 2026, trois mesures totalisant **1,4 milliard de dollars au Québec** (sur 2,6 milliards de mesures temporaires prises en 2026) n'augmenteraient le revenu disponible que **d'un maximum de 1,8 %**. Produire un effet perceptible sur les finances des ménages exige donc des sommes considérables.
- Ces interventions sont aujourd'hui plus difficiles à financer. La croissance annuelle du PIB nominal devrait ralentir de **4,2 % à 3,2 %** au cours des deux prochaines décennies. Parallèlement, le Québec prévoit de limiter la croissance de ses dépenses à **1,5 %** pour respecter la Loi sur l'équilibre budgétaire, ce qui est bien en deçà de leur croissance naturelle estimée à **3,7 %**. Ces contraintes renforcent la nécessité de cibler étroitement toute nouvelle mesure.
- Toute nouvelle mesure visant à protéger le pouvoir d'achat **devrait être ciblée vers les ménages les plus fragilisés**. Il faut toutefois rester lucide sur la portée de cette approche : sans y consacrer des sommes importantes, l'effet sur leur revenu disponible demeurera limité, et si ces mesures sont temporaires, leur retrait sera difficile puisqu'il entraînera une perte de revenu visible pour les ménages.
- Au-delà des mesures ponctuelles, les gouvernements peuvent agir sur les causes qui maintiennent certains biens et services essentiels chers et difficiles d'accès **en favorisant une offre plus abondante, et donc, plus abordable**.

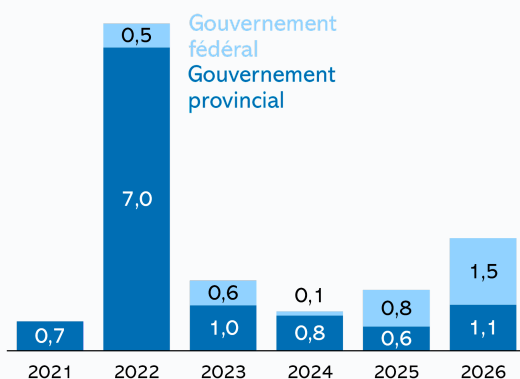
Des mesures fiscales et budgétaires qui se poursuivent au-delà de la crise inflationniste

- La maîtrise de l'inflation relève principalement de la Banque du Canada. Les gouvernements peuvent toutefois adopter des mesures budgétaires et fiscales pour réduire le prix de certains biens et services, par exemple en plafonnant des tarifs pour les services publics. Ils peuvent aussi accroître le revenu disponible des ménages, notamment au moyen de crédits d'impôt.
- L'ampleur de la crise inflationniste a d'ailleurs poussé les gouvernements, au Québec comme ailleurs, à mettre en place plusieurs mesures de ce type pour protéger le pouvoir d'achat des ménages. Ces interventions ont atteint un sommet durant le pic d'inflation de 2022.

Graphique 10

Valeur des interventions gouvernementales ponctuelles de 2021 à mai 2026 au Québec

Estimation de la valeur sur la durée de vie des mesures, en milliards de dollars



Source : Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques de l'Université de Sherbrooke

- Cette année-là, les gouvernements fédéral et provincial ont instauré des mesures d'aide financière temporaires aux ménages totalisant 7,5 milliards de dollars (graphique 10).
- Plusieurs autres interventions, dont certaines permanentes (baisses d'impôt, par exemple), ont été mises en place depuis. En 2026 seulement, les deux gouvernements ont annoncé des mesures temporaires totalisant 2,6 milliards de dollars pour atténuer les effets de la hausse du coût de la vie.
- Faut-il maintenant en faire davantage ? Pour déterminer la réponse appropriée, il faut aussi reconnaître que ces mesures, même lorsqu'elles répondent à des préoccupations légitimes, entraînent aussi des coûts et des effets indésirables qui doivent être bien compris avant d'en proposer de nouvelles.

Les mesures d'aide ayant un effet important coûtent très cher

- La Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques a répertorié 27 mesures prises par les gouvernements fédéral et provincial visant à améliorer le pouvoir d'achat de la population entre janvier 2022 et mai 2026, dont les effets sur les ménages et les coûts pour le gouvernement ont été très variables.

- Les chercheurs de la Chaire ont estimé l'impact des principales mesures adoptées en 2022, soit les crédits d'impôt remboursables liés au coût de la vie de mars et de novembre (mesure provinciale) et le versement supplémentaire pour la TPS (mesure fédérale). Celles-ci ont représenté des versements totalisant **7,1 milliards** de dollars aux contribuables québécois (sur 7,5 milliards de mesures temporaires prises en 2022) et ont accru le revenu disponible des ménages de **1,3 % à 5,6 %**, selon le ménage (personne seule, aîné seul ou famille monoparentale avec un enfant) et le niveau de revenu (25e, 50e ou 75e percentile) considéré. L'effet a été le plus marqué chez les ménages à faible revenu.
- En 2026, l'Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels, le versement supplémentaire pour la TPS et le versement spécial pour l'épicerie et l'énergie représentent ensemble un versement estimé à **1,4 milliard de dollars** aux contribuables québécois (sur 2,6 milliards de mesures temporaires prises en 2026). Leur impact sur le budget des ménages est somme toute limité : **1,8 % au maximum**, soit pour une personne seule à faible revenu.
- Si les gouvernements veulent avoir un impact aux yeux des ménages, ils doivent donc **y consacrer des sommes importantes**. Cela est d'autant plus vrai que les contribuables ont tendance à largement sous-estimer les sommes qu'ils reçoivent du gouvernement.

Le retrait des mesures d'aide fait mal

- Plusieurs des mesures annoncées en 2022 pour soutenir le pouvoir d'achat et rehausser le revenu disponible étaient temporaires. Leur retrait a donc représenté une baisse de revenu **pour les ménages qui en avaient temporairement bénéficié**.
- C'est notamment le cas des ménages du premier quintile de revenu. Leur revenu disponible réel a reculé de 10 % entre 2022 et 2025 (graphique 5), notamment en raison de **la fin des aides temporaires de 2022 qui avaient momentanément gonflé les revenus de ces ménages**.
- La fin de ces aides a pu avoir un effet particulièrement marqué sur la perception des ménages en raison de l'aversion à la perte : une diminution de revenu est généralement ressentie plus fortement qu'une hausse équivalente. Certaines études montrent également que le retrait d'une prestation gouvernementale **peut affaiblir la confiance financière** des ménages, même après la fin des versements.

Le contexte budgétaire est particulièrement défavorable aux nouvelles dépenses

- Notre analyse suggère surtout de **cibler les ménages les plus fragilisés** en cas d'adoption de nouvelles mesures visant à protéger le pouvoir d'achat. Il faut toutefois **rester lucide sur la portée de cette approche** : sans y consacrer des sommes importantes, l'effet sur leur revenu disponible demeurera limité. Les mesures temporaires peuvent aussi être difficiles à retirer. Une fois que les ménages comptent sur cette aide, sa suppression entraîne une perte de revenu visible et peut devenir politiquement coûteuse.

- Par ailleurs, engager aujourd'hui de nouvelles sommes importantes se ferait dans un contexte budgétaire moins favorable qu'en 2022. En 2025-2026, les déficits du Québec et du Canada sont légèrement plus élevés qu'en 2022-2023. Aussi, les déficits récents comportent une dimension structurelle : les dépenses augmentent de façon durable plus rapidement que les revenus.
- Les perspectives de croissance des revenus publics sont beaucoup plus faibles lorsque les perspectives de croissance économique le sont aussi. Selon nos prévisions budgétaires, la croissance du PIB nominal, un bon indicateur de l'évolution des revenus fiscaux, devrait s'établir à 3,2 % par année en moyenne au cours des 20 prochaines années, contre 4,2 % au cours des deux décennies précédentes. Ce ralentissement s'explique à la fois par une stagnation de la population et de faibles gains de productivité.
- À cela s'ajoute, pour le Québec, l'obligation légale de revenir à l'équilibre budgétaire. Pour y parvenir, le gouvernement s'est imposé une trajectoire exigeante : limiter la croissance annuelle des dépenses à 1,5 %, alors que nous estimons leur croissance naturelle à 3,7 % de 2026-2027 à 2029-2030. Il sera difficile, donc, d'envisager de nouvelles mesures importantes sans réduire d'autres dépenses ou compromettre cet engagement.

L'importance de bien cibler les interventions publiques

- Pour certains ménages, les difficultés financières sont bien réelles et justifient une aide ciblée. Mais lorsque le **malaise repose en partie sur une perception plus négative que la situation réelle, des mesures généralisées risquent d'avoir peu d'effet** sur la confiance, malgré leur coût important. Elles soulèvent alors des arbitrages difficiles : Faut-il abandonner l'objectif de l'équilibre budgétaire? Sinon, faut-il ralentir davantage la croissance des dépenses, au risque d'affaiblir certains services publics? Ou encore, faut-il trouver de nouvelles façons d'augmenter les revenus de l'État sans toucher au portefeuille des populations les plus fragilisées par la hausse du coût de la vie, afin de financer des mesures visant à préserver le pouvoir d'achat?
- Au-delà des mesures temporaires visant à atténuer la hausse des prix, les gouvernements peuvent s'attaquer aux causes qui rendent certains biens et services essentiels chers et difficiles d'accès en **favorisant une offre plus abondante et, par conséquent, plus abordable**. En premier lieu, ils peuvent agir sur le coût du logement, en réduisant les obstacles qui limitent l'offre et maintiennent les coûts élevés.
- Ce programme ne devrait pas viser seulement à rendre la vie « moins chère », mais aussi à rendre plus accessibles les éléments qui permettent une bonne qualité de vie : se loger, se nourrir, se soigner, se déplacer et avoir accès à des services fiables.

Conclusion

Notre analyse décortique les diverses causes du pessimisme des ménages et montre comment la façon dont ils perçoivent les prix et leurs revenus aggrave leur insécurité financière. La poussée inflationniste aura finalement laissé des traces durables, notamment parce qu'elle a touché des dimensions essentielles de la vie quotidienne, comme le logement et l'alimentation. En affaiblissant encore davantage la confiance de la population, les biais de perception confirment qu'il est difficile de changer rapidement leur sentiment.

Malgré la forte hausse des prix, le revenu disponible réel moyen est aujourd'hui plus élevé qu'avant la pandémie, mais il stagne ou recule pour une part importante de la population depuis le pic inflationniste de 2022. Ce constat d'ensemble ne signifie pas que tous les ménages se portent mieux. Certains ont subi une détérioration réelle de leur situation. Ces écarts ne se résument toutefois pas à une opposition entre ménages riches et pauvres, car ils dépendent aussi de la situation de chacun.

Les gouvernements devraient donc résister à la tentation de répondre systématiquement aux inquiétudes liées au coût de la vie par de nouvelles mesures fiscales ou budgétaires. Pour avoir un effet significatif sur le revenu disponible, celles-ci exigent des sommes importantes. De plus, lorsqu'elles sont temporaires, leur retrait peut ensuite être ressenti comme une nouvelle perte, ce qui les rend politiquement difficiles à retirer.

Dans le contexte budgétaire actuel, il est préférable d'éviter toute nouvelle mesure touchant l'ensemble des ménages. S'il y avait lieu, de nouvelles mesures devraient être soigneusement ciblées pour les ménages dont la situation financière s'est réellement détériorée.

Les gouvernements disposent de meilleurs leviers pour améliorer le niveau de vie de la population. Ils peuvent agir sur les causes qui maintiennent les coûts élevés, par exemple en facilitant la construction de logements. L'objectif ne devrait pas seulement être de compenser ponctuellement un coût de la vie plus élevé, mais de rendre plus accessible ce qui contribue réellement à la qualité de vie : le logement, l'alimentation, les soins de santé et le transport.

